31 mars 2020

Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 11 décembre 2019 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un total brut de 12 953 000 francs, dont à déduire des recettes totales d'un montant de 1 606 000 francs, soit 11 347 000 francs net:

- **Délibération I: 11 892 000 francs brut destinés aux travaux pour la réhabilitation et le développement du réseau secondaire d'assainissement des eaux de la Ville de Genève, dont à déduire la participation des propriétaires des biens-fonds concernés et la récupération de la TVA de 1 606 000 francs, soit 10 286 000 francs net;**
- **Délibération II: 1 061 000 francs destinés à plusieurs études pour l'assainissement des eaux en accompagnement de grands projets thermiques et de transports publics, d'importance cantonale.**

Rapport de M^{me} Michèle Roulet.

Cette proposition a été renvoyée à la commission des travaux et des constructions par le Conseil municipal lors de la séance du 15 janvier 2020. La commission s'est réunie le 29 janvier 2020 sous la présidence de M. Morten Gisselbaek. Les notes de séance ont été prises par M. Daniel Zaugg que nous remercions pour la qualité de son travail.

PROJET DE DÉLIBÉRATION I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 22 de la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991;

vu les articles 54, 58 et 84 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 11 892 000 francs destiné à la réhabilitation et au développement du réseau secondaire d'assainissement des eaux de la Ville de Genève, dont à déduire la

participation des propriétaires des biens-fonds concernés de 862 000 francs et la TVA récupérable de 744 000 francs, soit 10 286 000 francs net.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 11 892 000 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 40 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2022 à 2061.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à la réalisation projetée.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 22 de la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991;

vu les articles 54, 58 et 84 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 061 000 francs destiné à des études d'assainissement des eaux de la Ville de Genève, en accompagnement de grands projets thermiques et de transports publics, d'importance cantonale.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 061 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif. Si les études sont suivies de réalisations, chaque dépense sera ajoutée à celle de la réalisation et amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon, chaque étude sera amortie en une annuité.

Séance du 29 janvier 2020

Audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif en charge du département des constructions et de l'aménagement (DCA), accompagné de M. Nicolas Betty, chef du Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité (AGCM), et de M. Sébastien Alphonse, adjoint de direction à l'AGCM

M. Betty énonce que la proposition PR-1388 vise à poursuivre la réhabilitation des tronçons de canalisations vétustes et à réaliser des travaux coordonnés avec des tiers. Pour rappel, la stratégie de la Ville de Genève consiste à profiter des interventions des différents maîtres d'ouvrages occupant le domaine public pour moderniser ses réseaux chaque fois que nécessaire.

M. Alphonse relate que le réseau d'assainissement des eaux de la Ville de Genève comprend plus de 250 km de collecteurs d'eaux usées et pluviales. Sa valeur économique de remplacement a été estimée à 760 millions de francs, soit 3000 francs par mètre linéaire. Suite à des inspections par caméra, l'AGCM a réalisé un rapport d'état des installations publiques d'assainissement des eaux situées sur le territoire communal. Actuellement, il reste 25 km de collecteurs à analyser. Le diagnostic complet sera disponible d'ici la fin de l'année. A ce stade, il a été identifié que 50% du réseau est neuf ou en très bon état, 21% nécessite des actions à moyen terme, 13% des actions à court terme et 4% des actions immédiates. En termes de coûts, les charges d'exploitation des ouvrages sont assurées par le budget de fonctionnement de l'AGCM puis remboursées par le Fonds intercommunal d'assainissement (FIA) sous forme de chèque annuel. Les travaux de réhabilitation et d'extension du réseau font, eux, l'objet de propositions de crédits périodiques. Présentée en 2015, la proposition PR-1125 est aujourd'hui bouclée. Suite au lancement des travaux, la proposition PR-1204 ne présente plus de disponible. La proposition PR-1341 présente un disponible de l'ordre de 3 millions de francs. L'objectif de la présente demande de crédit est donc de poursuivre la campagne de réhabilitation et de modernisation du réseau secondaire d'assainissement des eaux. En 2019, plusieurs rues ou tronçons prévus dans la planification intentionnelle ont été réalisés (rue Sautter, boulevard des Tranchées, rue de la Croix-Rouge et ligne 15kV des Chemins de fer fédéraux (CFF). En parallèle, d'autres chantiers d'assainissement des eaux ont été exécutés, par opportunité, lors de travaux entrepris avec des tiers ou dans le cadre de réfection de chaussées. Cette exécution coordonnée des travaux en surface et en sous-sol a permis de limiter les nuisances et les impacts sur la circulation.

Dans la continuité des travaux réalisés à l'aide des trois précédentes demandes de crédit, la proposition PR-1388 prévoit des interventions de reconstruction classique, c'est-à-dire en tranchée ouverte et également par la technique du chemisage (travaux sans tranchées). Ces opérations concernent notamment la rue Blanvalet, la rue de la Mairie, la route de Florissant et la rue Liotard.

Parallèlement à ces travaux, les raccordements d'eaux pluviales et d'eaux usées défectueux, qu'ils soient publics ou privés, seront assainis.

Par ailleurs, la proposition PR-1388 vise à étudier des projets d'assainissement des eaux en accompagnement de grands projets d'importance cantonale (Services industriels de Genève (SIG), Etat de Genève, etc.). Parmi ceux-ci, on peut citer la mise en œuvre de grands projets thermiques (chauffage à distance, Génilac, etc.) et le développement de nouveaux axes forts des transports collectifs avec des véhicules électriques de grande capacité (axe Frontenex, axe Veyrier-Champel, etc.). Ainsi, d'autres demandes de crédit liées à des projets spécifiques seront soumises au Conseil municipal pour engager diverses opérations permettant d'atteindre l'objectif global de rééquilibrer l'état des infrastructures souterraines de la Ville. En ce qui concerne la proposition PR-1388, le coût total net des travaux de génie civil pour l'assainissement des eaux (délibération I) est de 10 286 000 francs. Les frais liés au raccordement des collecteurs privés engagés par la Ville de Genève seront facturés ensuite aux propriétaires privés riverains. Enfin, le coût total net des études de grands projets (délibération II) est de 1 061 000 francs.

Questions des commissaires

Pourquoi le nombre de travaux en tranchée a-t-il augmenté ces deux dernières années?

M. Betty confirme que les travaux de réhabilitation et de développement des réseaux d'assainissement ont augmenté depuis 2015. L'AGCM fait son possible pour améliorer la coordination avec ses partenaires afin de limiter au maximum les nuisances.

Les canalisations de la rue du Rhône ont-elles été changées?

M. Alphonse répond que l'AGCM est intervenue ponctuellement sur certains tronçons. Deux chemisages ont déjà été réalisés et un collecteur va être remplacé.

Quelles conséquences entraîne la cassure d'une canalisation?

M. Betty rapporte que la cassure d'une canalisation, comme celle située à la rue Saint-Léger, a provoqué l'an dernier un effondrement de la chaussée. Ce genre d'incident peut entraîner des inondations.

En cas de réparations de dégâts causés par les travaux de l'AGCM, qui les prend en charge, et qui en assume les frais de réparation?

M. Betty indique que les réseaux ne sont pas pris en charge par les assurances. Cela dit, l'AGCM collabore avec l'ensemble des occupants du sous-sol pour définir en amont les conditions d'intervention. La coordination sert également à prévenir les risques d'incidents. La Ville et les SIG ont également signé

une convention qui règle les mises en péril. Lors de dégâts, il y a plusieurs cas. Si la canalisation touchée était répertoriée, les frais incombent au mandataire. Dans le cas contraire, ils incombent au partenaire qui aurait dû la faire figurer dans le cadastre du sous-sol.

L'Etat va-t-il également financer des études de coordination dans le cadre de ces grands projets de mobilité?

M. Alphonse précise que les montants figurant dans la proposition PR-1388 font l'objet d'un remboursement de la part du FIA. En ce qui concerne le développement de nouveaux axes forts de transports collectifs, le Canton va essentiellement se préoccuper des aménagements de surface. La gestion du sous-sol incombe, elle, à la Ville. La coordination doit permettre à la Ville de réhabiliter les réseaux d'assainissement en même temps que les interventions des différents occupants du domaine public. Cette façon de procéder a l'avantage de réduire les nuisances de chantier.

Ne serait-il pas plus judicieux de créer un système qui gère l'ensemble des aménagements en surface et en sous-sol?

M. Betty relève que le développement des grands projets de mobilité fait toujours l'objet d'une coordination entre la Ville et l'Etat. Ce dernier se charge d'élaborer les études de faisabilité et les avant-projets. La Ville intervient dans un second temps en menant des études plus détaillées. Cette planification en amont permet de démarrer les travaux en surface et en sous-sol simultanément.

Mais cette manière de procéder n'a-t-elle pas pour effet, pour la Ville, de réhabiliter des réseaux qui auraient pu tenir encore quelques années?

M. Betty souligne que le travail de coordination implique toujours une pesée d'intérêts. Parfois, il apparaît pertinent d'anticiper la réhabilitation d'un réseau de conduite. Cette décision dépend de la durée de vie des canalisations et du type de travaux que souhaitent mener les maîtres d'ouvrage du domaine public.

Arrivée de M. Pagani, conseiller administratif en charge du DCA

Quel type de travaux souhaite donc mener le Canton à la route de Frontenex?

M. Betty indique que le Canton souhaite y développer un axe fort de transports publics. L'objectif est d'augmenter la fréquence de passage des bus entre la commune d'Ambilly et la gare de Cornavin. La Ville accompagnera ce projet en analysant les contraintes de circulation et en proposant notamment des créations de trottoirs, des élargissements de trottoirs et des plantations d'arbres. Une fois l'autorisation de construire délivrée, la Ville réalisera l'entier des travaux. Le Canton participera au financement du projet selon les clés de répartition définies par la loi H 1 50.

Le réseau situé le long de la route de Malagnou a-t-il été assaini?

M. Alphonse répond par l'affirmative. L'assainissement a été réalisé sous forme de chemisage.

M. Betty ajoute que la Ville va bientôt procéder à la remise en état de la chaussée du chemin de Roche.

L'AGCM réussit-il à tenir les délais annoncés au public?

M. Betty dit que l'AGCM parvient à tenir ses délais dans 95% des cas.

Combien y a-t-il de plaintes de citoyens?

M. Pagani compte une quarantaine de plaintes par année.

M. Betty confirme que les plaintes sont peu nombreuses. L'AGCM fait son possible pour informer les riverains du périmètre et de la durée des travaux. Il milite auprès de l'Office cantonal des transports (OCT) pour favoriser les chantiers coup de poing, car il est souvent préférable de bloquer de grands axes de circulation pendant peu de temps que le contraire.

Le DCA a-t-il son mot à dire sur les abattages d'arbres?

M. Betty lui répond que le Service des espaces verts (SEVE) fait figure d'autorité à ce sujet en Ville de Genève. L'avis de l'AGCM n'est pris en compte que s'il prend part activement à un projet.

M. Alphonse ajoute que les autorisations d'abattage sont délivrées par l'Office cantonal de l'agriculture et de la nature (OCAN).

M. Pagani invite la commission à auditionner le Canton sur les critères d'abat-tage d'arbres.

Le réseau de chauffage à distance Génilac pourra-t-il être raccordé avec ceux de la Ville?

M. Betty ne le pense pas. Le réseau Génilac fonctionne de manière indé-pendante. La stratégie de son déploiement a récemment été validée par l'Office cantonal de l'énergie (OCEN). L'AGCM a rencontré à plusieurs reprises les SIG en fin d'année passée pour définir la coordination.

Pourrait-on avoir quelques explications sur la technique du chemisage?

M. Alphonse explique que le chemisage consiste à insérer une enveloppe souple enduite de résine durcissant à l'intérieur d'une canalisation. Ce procédé permet de consolider les conduites détériorées rapidement et à moindre coût.

Que deviennent les montants octroyés à un projet qui ne serait pas terminé dans les délais impartis?

M. Betty explique que ces montants sont réinjectés dans d'autres projets. L'AGCM peut mettre en pause un projet pour pouvoir intervenir sur une urgence ou un imprévu.

La commission remercie MM. Betty et Alphonse de leur venue.

Le président met au vote la proposition PR-1388 qui est acceptée à l'unanimité.

Annexes (à consulter sur internet): DCA-CTC assainissement des eaux 2020